

bienvenue poing fort FIL ROUGE - JOURNAL DU PARTI SOCIALISTE VAUDOIS FIL ROUGE - JOURNAL DU PARTI SOCIALISTE VAUDOIS

Forces militantes

édito Nous entrons dans une période électorale importante pour le parti - il s'agira de replacer trois socialistes, et de gagner une majorité de gauche au Conseil d'Etat. Et au même moment nous devons faire progresser notre députation au Grand Conseil.

C'est important pour le parti - bien sûr! - mais c'est aussi essentiel pour la population vaudoise. Seule des majorités de gauche peuvent permettre de mettre en œuvre de véritable progrès sociaux comme l'ont été les subsides à l'assurance maladie. Un PS fort est la seule garantie qui existe réellement pour la défense des milieux populaires, des travailleuses et travailleurs mais aussi pour l'égalité entre femmes et hommes et pour assurer une juste protection de l'environnement.

Nous pouvons compter sur les forces de nos candidates et nos candidats, sur la crédibilité de notre bilan au gouvernement et au Grand Conseil, sur l'attractivité de notre programme. Mais ce qui fera véritablement la différence c'est l'engagement des membres du parti, vous et nous, militantes et militants sur les stands, dans la rue, sur les lieux de travail, sur les réseaux sociaux. Il s'agit d'être présent es, de convaincre. Nos adversaires de droite peuvent compter sur de gros moyens financiers. Nous ne pouvons compter que sur nous mêmes! L'histoire nous a montré que c'était souvent la meilleure des forces

■ ROMAIN FELLI

Mariage oui, égalité pas encore

discriminations Le plébiscite du mariage pour touxtes est un soulagement mais aussi et surtout un bon présage pour l'avenir des personnes queer en Suisse. Ce oui unanime de tous les cantons est le meilleur signal qui soit, pour le travail qui nous reste à accomplir. Le travail pour que toute personne en Suisse puisse avoir les mêmes chances dans la vie, indépendamment de son orientation sexuelle et affective ou de son identité et expression de genre. Il va sans dire que l'entrée en vigueur du mariage pour les couples de même sexe, n'est pas une garantie d'égalité de traitement, parce que les discriminations prennent racine dans de multiples domaines.

Le mot clé pour nos prochains pas est la formation; que ce soit de la professeure d'école qui doit pouvoir intervenir lorsque des discriminations ont lieu; du gynécologue qui doit connaître les IST transmissibles entre lesbiennes; de l'administration communale qui change le nom d'une personne trans sur son passeport pour qu'il corresponde enfin à son genre; de la médecin qui annonce aux parents d'un e nouveau elle né e que leur enfant e est intersexe; ou de toutes les autres professions qui n'ont jamais été formées à accueillir des personnes queer. Nous avons touxtes grandi dans une société dont le seul modèle est l'hétérosexualité, l'hétéroromantisme et dans laquelle les personnes trans, queer et intersexes sont invisibles.

Pour que notre monde change nous n'avons donc pas seulement besoin d'égalité juridique, mais aussi d'accepter d'apprendre, de remettre «la norme» en question et de continuer à être solidaires avec nos adelphes queer. ■ MURIEL WAEGER

FIL ROUGE

Le journal du PSV est produit par une rédaction composée de militant·es. Nous souhaitons contribuer aux combats actuels pour le progrès social – sans oublier d'où nous venons et qui nous sommes. Notre fil rouge, ce sont nos valeurs et notre histoire. Ensemble, rédigeons ce nouveau chapitre du socialisme démocratique.

La rédaction est ouverte à chaque membre du PSV – et nous accueillons volontiers vos idées, avis et lettres de lecteur-trices à l'adresse: redaction@ps-vd.ch

IMPRESSUM

Responsable: Andrea Münger Rédacteur en chef:Romain Felli **Rédaction:** Chloé Besse, Preeti Damon-Schaerer, Julia Dao, Guillaume Guenat, Latha Heiniger, Deborah Intelisano, Ihsan Kurt, Bernard Morel, Ione Ramel, Najia Trottet

Editeur:

Parti socialiste vaudois Adresse: Chauderon 5.

1003 Lausanne

Contact: 021 312 97 57 redaction@ps-vd.ch Maquette: Stéphanie Tschopp

www.madamepasteque.ch Impression: Imprimerie

du Journal de Sainte-Croix et environs

Abonnement: 25 francs Parutions: 6 parutions

annuelles

Sommaire

édito Forces militantes > PAGE 2 — discriminations Mariage oui, égalité pas encore > PAGE 2 — poing fort Loi COVID-19: un rappel solidaire ▶ PAGE 3 — dossier Suisse-UE: la glaciation n'est pas une solution ▶ PAGE 4 — dossier Erasmus au point mort ▶ PAGE 4 — dossier Avions militaires: le mirage américain > PAGE 5 — interview Quelles perspectives socialistes pour l'Europe? > PAGES 6-7 — actualité «Nous avons gagné grâce à la non-violence» > PAGE 8 — actualité En Allemagne, le SPD victorieux, mais... > PAGE 8 — actualité Les soignant es au chevet de la santé > PAGE 9 — actualité Questions à Rebecca Ruiz > PAGE 9 — vie du parti Billet de la Présidence: Révision de la loi sur l'exercice des droits politiques > PAGE 10 — hommage Hugues Gander: un homme au service des autres > PAGE 10 — vie du parti Billet du Grand Conseil: Mettons fin au revenge porn! ➤ PAGE 10 — vie du parti Congrès du 13.11.21 ➤ PAGE 11 — portrait Aymeric Dallinge ➤ PAGE 12

Loi COVID-19: un rappel solidaire

votations Celles et ceux qui se piquent de solidarité voteront oui à la modification de la loi COVID-19 le 28 novembre.

e 13 juin dernier, 60% des électeurs et électrices suisses acceptaient par référendum une précédente mouture de la loi COVID-19. A nouveau attaquée dans sa version modifiée du 19 mars 2021, elle fera l'objet d'un second scrutin en novembre prochain.

A écouter les référendaires, on pourrait croire que cette loi ouvre la boîte de Pandore d'une société totalitaire faite de surveillance massive, visant à priver les individus de leur droit le plus intime à se soigner comme ils ou elles l'entendent. Au cœur d'une crise prolongée. elle cristallise les tensions autour d'une certaine idée de la liberté et fait monter aux barricades une Suisse qui se découvre divisée.

La modification de la loi, pourtant, cible essentiellement d'autres enjeux: elle garantit tout d'abord l'extension de nombreuses aides indispensables pour atténuer l'impact économique de la crise (cas de rigueur, RHT, indemnités journalières et allocations perte de gain pour les indépendant∙es). Dans cet élan, elle assoit aussi des principes de solidarité importants en élaborant des mesures de soutien temporaires aux clubs de sport, aux crèches, aux médias et au secteur culturel.

Un progrès considérable

Pour Samuel Bendahan, qui a étroitement suivi le projet en tant que rapporteur de commission au Conseil national. «ces aides représentent des progrès considérables pour la gauche, pour lesquelles il a fallu longuement batailler: elles concrétisent le fait que les détermine les conditions de

conséquences de la crise, en particulier pour les secteurs les plus touchés, soient prises en charge par la solidarité collec-

Acceptées en votation populaire, ces aides temporaires pourraient poser les jalons utiles à de futurs dispositifs de crise – voire de solidarité pérenne. On peut ainsi se réjouir qu'un soutien renforcé aux bas revenus et aux indépendant · es ait été validé par le Parlement.

son usage sécurisé et sa prise en charge par la Confédération. L'équation semble donc simple: «un refus de la loi n'empêchera personne d'exiger une preuve de vaccination – mais il affaiblirait l'ancrage public du dispositif», résume Samuel Bendahan. Clouer au pilori une loi liberticide équivaut donc à se tromper de cible: «Le CO-VID-19 a porté des atteintes bien plus fortes à nos libertés économiques et sociales. Le

«Mon expérience de la crise démontre que le virus crée bien plus de discriminations que les mesures destinées à le maîtriser.»

Cédric Bussy

Dans le domaine culturel, la loi concrétise aussi une référence inédite aux intermittent ·es − comme les technicien·nes du spectacle, dont le cœur de métier a été balayé par le confinement. Les aides aux crèches et aux médias, ciblant les radios et télévisions régionales, vont dans le même sens. Des mois de travail acharné ont permis à la gauche d'arracher ces progrès, qu'elle aurait pourtant souhaité plus rapides et ambitieux.

Pass covid: ne pas tirer sur le messager

Reste à revenir sur la pomme de discorde qu'est le certificat. Réglé pour l'essentiel via la loi sur les épidémies, il fait l'objet d'un seul article dans la loi soumise au vote. Celui-ci

pass est un mal temporaire nécessaire pour que la majorité puisse les recouvrer.»

Selon Cédric Bussy, camarade veveysan, infirmier et maître d'enseignement spécialisé dans la santé communautaire, ce malentendu fondamental doit souvent être clarifié: «Mon expérience de la crise démontre que le virus crée bien plus de discriminations que les mesures destinées à le maîtriser». S'il touche tout le monde, le COVID-19 impacte statistiquement plus les milieux et quartiers défavorisés. Difficultés d'accès à une information adaptée et aux soins, habitat dense voire promiscuité défavorable au respect des gestes barrières s'y conjuguent - faisant que «les plus fragiles ont aussi moins de chances de s'en protéger.»

L'initiative sur les soins infirmiers, qui permettrait de renforcer l'attention portée aux soins de santé primaire et aux acteur-trices de première ligne. lui semble dès lors déterminante pour assurer l'avenir d'un «système fragile et peu efficient, déjà épuisé en temps normal». Face à une «complexité très angoissante pour la population», Cédric Bussy rappelle aussi le défi communautaire auquel nous confronte le COVID-19 de «parvenir à convaincre en réduisant les barrières au dialogue, et ce pour toutes les couches de la population».

Au-delà des convictions personnelles et de la fatigue collective, ce vote exige des soignantes et des soignants. des militantes et militants, une énergie renouvelée pour aller à la rencontre des plus hésitant·es. Ce n'est pourtant qu'à ce prix que nous sortirons plus fort·es et plus uni·es de la crise actuelle pour affronter les suivantes. Non pas pour gagner 50 francs, mais pour continuer à faire société dans l'adversité.

■JULIA DAO



dossier FIL ROUGE - JOURNAL DU PARTI SOCIALISTE VAUDOIS FIL ROUGE - JOURNAL DU PARTI SOCIALISTE VAUDOIS

Suisse-UE: la glaciation n'est pas une solution

accord-cadre Que faire pour maintenir les relations avec notre principal partenaire?

n proclamant l'échec de la négociation sur l'accord-cadre entre la Suisse et l'Union européenne, Messieurs Parmelin et Cassis espéraient enterrer une question douloureuse. Hélas pour eux, leur manœuvre est aussi transparente que naïve.

Transparente, car ils n'ont pas pris la peine de chercher une solution. Or celle-ci était possible: la Suisse acceptait la «Directive sur la Citoyenneté de l'Union», qui aurait garanti une meilleure protection sociale des Européen·nes travaillant en Suisse. En contrepartie. l'Union européenne aurait toléré une interprétation ambitieuse de la protection des salaires. Nous avions des signaux clairs que ce compromis était envisageable pour les Européens, mais la majorité bourgeoise du Conseil fédéral n'a pas supporté l'idée d'une amélioration sociale sur les deux plans.

Naïve, parce que la Suisse est au cœur de l'Europe, dont elle ne pourra jamais s'extraire. Il est donc vital de s'occuper de nos relations avec l'UE, faute de quoi notre avenir nous échappera. C'est exactement ce qui se passe aujourd'hui. Les blocages se multiplient dans le domaine de la recherche scientifique, des échanges d'étudiant es, des reconnaissances de produits médicaux, de la reconnaissance boursière, de la gestion du réseau à haute tension, etc.

Une logique d'échec

Alors que la construction européenne est une immense chance pour la paix et la prospérité des peuples européens, le Conseil fédéral a enfermé la Suisse dans une logique d'échec, au point d'espérer secrètement l'échec de l'intégration européenne elle-même. Le gouvernement à majorité PLR et UDC n'arrive même plus à

assurer le service minimum qui consistait à profiter de l'UE sans la défendre.

Sortir de cette impasse ne sera pas simple, car le gouvernement vient de dynamiter la voie bilatérale. Il est désormais clair qu'il n'y aura plus de développements importants d'accords sectoriels. C'est d'autant plus grave que l'UE s'est fortement développée, notamment dans la politique climatique, la politique étrangère, la politique fiscale et monétaire ou encore la politique sanitaire. Autrement dit, la glaciation que nous impose le Conseil fédéral impacte des secteurs toujours plus vastes.

Et si on adhérait...?

La Suisse avant rejeté la voie du sur-mesure, il ne reste en principe plus que deux options: l'Espace Economique Européen et l'adhésion à l'UE. Au plan de la démocratie, la pleine participation à l'Union

est bien meilleure: si toutes les décisions de l'Europe nous concernent, autant siéger dans les instances qui les prennent. L'adhésion permettrait à la Suisse de défendre enfin dignement ses intérêts. Toutefois, le discours profondément antieuropéen de la droite suisse rend très difficile une victoire en votation. C'est pourquoi, l'hypothèse de rejoindre l'EEE reste intéressante. Et ceci d'autant plus que les deux chemins ne s'excluent pas, une intégration réussie dans l'EEE pouvant être un pas sur le chemin d'une future adhésion. En tout cas, une chose est

sûre: aucune issue n'est possible sans une profonde révision du discours nationaliste antieuropéen prédominant au sein des élites économiques suisses.■ ROGER NORDMANN. PRÉSIDENT DU GROUPE SOCIALISTE AUX CHAMBRES FÉDÉRALES

Erasmus au point mort

éducation La Suisse est à l'écart du programme européen d'échange étudiant et les relations tendues avec l'Union compliquent les choses.

rasmus+ est pour beaucoup synonyme d'échanges universitaires. Plus largement, c'est un programme cadre européen concernant l'éducation, la formation, la recherche, la jeunesse et les sports.

Doté d'un budget conséquent (26 milliards pour la période 2021-2027), il est un axe fort de l'intégration européenne.

Toutefois, depuis 2014 et l'acceptation de l'initiative sur «l'immigration de masse», la Suisse y est reléguée au statut de simple partenaire et sa participation au prochain programme est même bloquée. La Confédération a mis sur pied des solutions temporaires et restreintes, dont une série d'accords bilatéraux entres les

universités. Des pansements insatisfaisants.

Témoin alarmant

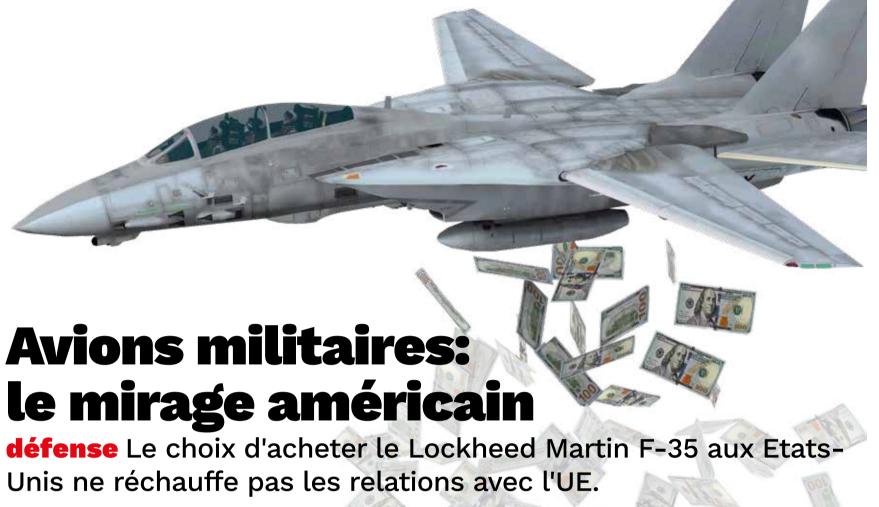
Notre pays s'isole, au grand dam des jeunes et des scientifiques. La rupture, en mai dernier, des négociations entre la Confédération et l'Union européenne et l'exclusion de la Suisse du programme de

témoin alarmant.

côté de l'UE. ■ GUILLAUME GUENAT

recherche Horizon en est un

Si le parlement presse pour réintégrer pleinement le programme Erasmus+, le Gouvernement botte en touche et renvoie la responsabilité du



ls n'ont pas encore été fabriqués qu'ils défraient déjà la chronique. La Suisse a décidé de renouveler sa flotte aérienne militaire au grand désarroi de près de la moitié de la population qui s'était exprimée dans les urnes en septembre 2020. Or, au-delà des coûts et de la question de la légitimité de l'achat des avions, c'est désormais la symbolique qui dérange.

En enterrant l'accord-cadre unilatéralement, la Suisse a passablement irrité ses alliés de l'Union européenne, et cela peut se comprendre. Que l'accord soit bon ou médiocre, le fait est que les «petits Suisses» ont quitté les négociations à la toute fin d'un processus qui

a duré plusieurs années. Dès lors, une certaine froideur s'est installée dans les relations Suisse-Europe, que le vrombissement des moteurs de F-35 américains ne risque pas de réchauffer.

Une occasion manquée

Alors que l'Union européenne est un partenaire essentiel de la Suisse, il aurait été judicieux de veiller à ne pas continuer d'alimenter la colère de la grande Europe, par exemple en lui achetant quelques avions. Deux partenaires commerciaux ayant un différend politique peuvent souvent se réconcilier à grands coups d'achats mutuels. Après tout, l'argent est le nerf de la

guerre, n'est-ce pas?

Mais la «guerre», la Suisse préfèrerait la faire à bord d'avions américains, alors même que l'UE propose divers avions. Selon la conseillère fédérale PDC Viola Amherd. ce choix n'est pas «politique», mais se base sur une évaluation technique des différences entre les jets. La droite conservatrice aurait voulu torpiller nos relations avec l'UE qu'elle ne s'y serait pas prise autrement.

La Suisse voit-elle venir la fin de l'Europe?

tant à se rapprocher des Etats-Unis, aux dépends de son alliance avec l'UE, est-ce pour

que l'Europe est en mauvaise posture. Les conflits internes dus à la présence de populistes dans plusieurs Etats-membres se sont ajoutés à la pression que Trump puis Biden ont exercé sur l'Europe pour qu'elle contribue équitablement au financement de l'OTAN, qui protège le vieux continent. Dans le monde multilatéral de demain, les Etats-Unis semblent toujours présents, tout comme la Chine, la Russie et des puissances émergentes. Mais l'Europe saura-t-elle Si le Conseil fédéral s'obstine régler ses problèmes internes pour s'imposer comme un pôle autonome sur la scène internationale? La question demeure en suspens, mais la Suisse semble croire qu'il vaut mieux parier sur les Etats-Unis, plutôt que de se montrer solidaire de son allié de toujours.

préparer le monde d'après?

Il n'aura échappé à personne

■ DEBORAH INTELISANO

Initiative «STOP F-35»

Après la décision totalement incompréhensible du Conseil fédéral d'acheter 36 avions de combat de luxe F-35 hors de prix au constructeur américain Lockheed Martin pour un montant d'environ 5,1 milliards de francs, le PS combat cet achat aux côtés du GSsA et des Vert·e·s par le biais d'une initiative populaire. Pour la signer, rendez-vous sur le site stop-f-35.ch.



FIL ROUGE - JOURNAL DU PARTI SOCIALISTE VAUDOIS INTERVIEW INTERVIEW FIL ROUGE - JOURNAL DU PARTI SOCIALISTE VAUDOIS



Pierre-Yves Maillard est Conseiller national (PS Vaud) et Président de l'Union syndicale suisse (USS). © PSV

Quelles perspectives socialistes pour l'Europe?

réflexions Pierre-Yves Maillard et Jon Pult nous livrent leurs points de vue sur la politique à suivre pour l'avenir de nos relations avec l'Union européenne



Jon Pult est conseiller national PS des Grisons. Il est vice-président du PSS, en charge du groupe de travail sur l'Union européenne © PS Suisse

Pierre-Yves, en mai dernier le Conseil fédéral a abandonné l'accord-cadre avec l'Union européenne. La presse t'a désigné comme un des responsables de cet abandon. Tu assumes?

Cet accord était mauvais. Le mandat qui avait été donné au Conseil fédéral comportait deux lignes rouges importantes pour nous: ne pas toucher au contrôle des salaires et préserver nos services publics, qui, grâce aux combats de la gauche et des syndicats, n'ont pas été aussi fortement libéralisés qu'en Europe. Les négociateurs se sont éloignés de ces limites. Mais je tiens à dire que notre combat contre cet accord était collectif et appuyé sur la solidarité des syndicats européens! Il suffisait d'expliquer à une assemblée syndicale le contenu de l'accord-cadre pour immédiatement recevoir un «non» des travailleurs.

Plus fondamentalement, il est clair que la reprise dite «dynamique» du droit européen pose un défi démocratique. Quand il s'agit de normes techniques cela ne pose pas trop de problème, mais le droit du marché intérieur, ce sont des pans entiers de la législation économique. S'engager en principe à appliquer des lois que nous ne connaissons pas encore et que nous ne co-déciderons pas, c'est extrêmement difficile.

«Les syndicats plaident pour le maintien des accords bilatéraux.»

A t'entendre, c'est moins l'accord-cadre que l'orientation très libérale de l'Union européenne et du marché commun qui pose problème?

Les socialistes sont pris dans une contradiction. D'une part, nous sommes internationalistes, nous voulons un droit international fort qui permette d'assurer les droits humains et la solidarité en Europe et dans le monde. Mais le projet concret de l'UE contraint à une harmonisa-

tion économique et sociale par le développement d'un grand marché, souvent fondé sur l'exclusion du politique au profit d'une vision très juridique. Les arrêts de la Cour européenne de justice ont presque toujours privilégié le marché et la dérégulation contre les positions syndicales.

Que peuvent faire les socialistes en Europe pour contrer cette tendance?

Le plan de relance européen est un pas qui peut indiquer un changement de cap. L'avenir de l'Europe passe par le droit pour chaque pays de mieux contrôler son marché du travail pour lutter efficacement contre le dumping. C'est le seul moyen de préserver la libre-circulation. Et il faut une augmentation des mécanismes de transferts économiques entre régions riches et pauvres de l'Europe.

Ces mécanismes doivent être concrets et s'adresser directement aux citoyens. L'idée de Olaf Scholz, le leader social-démocrate allemand, de créer une assurance-chômage européenne va dans ce sens. On pourrait aussi penser à une allocation fa-

miliale européenne par exemple ou un minimum de retraite.

Dans l'immédiat, l'industrie d'exportation suisse, et les emplois qui en découlent, sont-ils menacés par l'échec de l'accord-cadre?

Les syndicats plaident pour le maintien des accords bilatéraux, et aussi pour que la Suisse contribue davantage à la solidarité en Europe (le «milliard de cohésion»). Mais la Commission européenne doit voir que si elle détricote les accords bilatéraux et qu'il ne reste à la fin plus que l'accord sur la libre-circulation, il sera très difficile à la gauche et aux syndicats de le défendre si l'UDC décide de l'attaquer à nouveau. Est-ce cela que veut la commission européenne? Je crois que si nous partons de nos intérêts respectifs, nous trouverons un accord raisonnable qui permettra le maintien des accords bilatéraux existants, avec nos mécanismes de contrôle du marché du travail. ■ PROPOS RECUEILLIS PAR ROMAIN FELLI

Jon, regrettes-tu l'échec de l'accord-cadre?

Oui, je regrette que l'on n'ait pas trouvé de solution. On doit avoir une bonne relation avec nos voisins. Il fallait garantir la protection des salaires, mais le Conseil fédéral a fait une faute en quittant la table des négociations.

Quelle est désormais la stratégie du PS sur le dossier européen?

Dans l'immédiat, la Suisse doit continuer à négocier, trouver des accords et des solutions. Mais il me parait tout aussi important de changer l'attitude en Suisse, aussi dans notre propre parti, vis-à-vis de l'Union européenne. Depuis une quinzaine d'années, sous l'influence de la droite nationaliste, l'Union européenne a été affublée de tous les maux. Il y a désormais une méconnaissance quasi-totale en Suisse du fonctionnement de l'UE, des progrès sociaux qu'elle essaie de mettre en œuvre, de son action pour la relance économique post-COVID-19, de son action pour la protection du

climat, etc. Regardez le Green New Deal européen (important programme d'investissements

«Le PS suisse doit redevenir, en profondeur, pro-européen.»

publics en Europe). La Suisse devrait également participer au fonds de reconstruction. Il est dans notre intérêt de faire preuve de solidarité. Nous avons besoin d'une Europe économiquement forte et écologiquement durable! Ainsi, la tâche la plus importante est de créer à nouveau une connaissance positive et une attitude ouverte vis-à-vis de l'Union européenne, à commencer par le PS Suisse qui doit redevenir, en profondeur, pro-européen.

Pouvons-nous être aidés par les autres partis socialistes européens?

Oui et notre co-président Cédric Wermuth s'y emploie. Il est allé deux fois à Berlin discuter avec le SPD qui a gagné les élections et avec de nombreux autres partis frères socialistes. Les socialistes ont le vent en poupe dans de nombreux pays d'Europe, dans tout le Nord, en Espagne, au Portugal et la tirent dans une direction sociale. Nous devons pouvoir y contribuer.

Est-ce à dire que tu privilégies l'adhésion à la voie bilatérale?

Les deux ne s'opposent pas. Jusqu'il y a quinze ans, la voie bilatérale était toujours comprise comme une étape d'intégration avec pour but ultime l'adhésion de la Suisse à l'Union européenne. La droite nationaliste a réussi à faire croire qu'on pouvait obtenir les bénéfices de ces bilatérales sans approfondissement de l'intégration européenne. C'est faux. Pour nous, socialistes, la poursuite des négociations bilatérales reste le préalable à une intégration plus grande de la Suisse dans le continent européen. ■ PROPOS RECUEILLIS PAR ROMAIN FELLI

Résolution du Parti socialiste suisse

Suite à l'échec de l'accordcadre, le Congrès extraordinaire du Parti socialiste suisse du 28 août à Saint-Gall a approuvé une résolution en faveur de décisions claires en matière de politique européenne. Retrouvez-la via le QR Code ci-dessous.



7

actualité actualité FIL ROUGE - JOURNAL DU PARTI SOCIALISTE VAUDOIS FIL ROUGE - JOURNAL DU PARTI SOCIALISTE VAUDOIS

«Nous avons gagné grâce à la non-violence»

nucléaire L'ancien député Michel Renaud raconte dans un livre la résistance de la commune d'Ollon à l'enfouissement de déchets radioactifs sur son territoire.

Dans les années 80, la population d'Ollon s'est opposée avec succès au projet d'un enfouissement de déchets radioactifs sur le territoire de la commune. Qu'est-ce qui t'a poussé à raconter cette épopée dans un livre?

Cette histoire a duré une quinzaine d'années. Une fois que la Cédra (Coopérative pour l'entreposage des déchets radioactifs) a renoncé à son projet de venir à Ollon, nous avons dissout l'association - le comité anti-déchets Ollon – créée au début des années 80. J'ai tout de suite eu l'idée de faire un livre pour qu'il reste quelque chose de notre lutte citovenne. Mais ce n'est qu'en 2020 que j'ai vraiment eu le temps de m'y mettre.

Les autorités cantonales de l'époque t'ont traité de «subversif». As-tu tout de suite eu le soutien de la municipalité d'Ollon, dont tu étais membre?

Il y a eu unanimité immédiate contre le projet, mais pas tout de suite concernant l'association. Elle est cependant venue rapidement après. C'est plus précisé-

ment Jean-François Leuba – le père de Philippe Leuba – alors conseiller d'Etat qui avait parlé de subversif car il estimait qu'il v avait une contradiction entre mon rôle de municipal et celui que j'occupais au sein de l'association. Je lui avais répondu qu'il confondait légalité et légitimité.

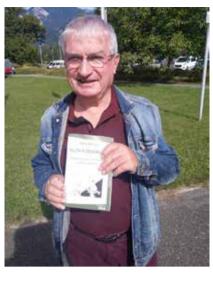
Quels ont été les moments les plus forts, en dehors du jour où la Cédra a décidé d'abandonner le projet?

Particulièrement lorsque la population vaudoise s'est prononcée avec près de 70% de non contre le projet de ce dépôt à Ollon en 1984. Ce vote n'avait rien de contraignant, mais c'était une belle victoire. Le fait d'avoir un tel soutien dans le canton nous a permis d'être informés de toutes les initiatives des autorités et de la Cédra, notamment qu'un mandat d'arrêt avait été émis contre le président de l'association et moi. Puis il y a eu le mois de décembre 1989, lorsque la Cédra a voulu venir faire des mesurages. La population a fait barrage et les experts sont repartis les mains vides. Le 21 décembre, le Conseil d'Etat a envoyé plus de MOREL

100 gendarmes et une trentaine de chiens à Saint-Triphon. Nous nous sommes réuni·es devant l'hôtel de ville d'Ollon et avons observé une minute de silence. Il n'y avait qu'un moyen, la non-violence. La presse télévisée, radiophonique et écrite était présente. Peut-être que c'est ce soir-là que nous avons gagné.

Comment réagis-tu au fait que le nucléaire regagne des adeptes sous prétexte que c'est une énergie décarbonée?

J'ai toujours été un anti-nucléaire parce que je suis d'avis qu'il ne faut pas jouer avec ce qu'on ne maîtrise pas totalement. Ma conviction est alimentée par des expériences vécues dans ma profession. Les accidents de Tchernobyl, Fukushima et même Lucens montrent qu'il y a des gros risques avec le nucléaire. Et ie conteste le droit à une quelconque autorité de faire des projections sur 1000 ans. Or, dans le cas d'un dépôt de déchets radioactifs, on parle de 100'000 ans, voire un million d'années. ■ PROPOS RECUEILLIS PAR BERNARD



«Ollon ne Céd(e)ra pas. Epopée d'une résistance à l'enfouissement de déchets radioactifs» Michel Renaud Editions Mon Village (info@ editionsmonvillage.ch)

A commander sur le site des Editions Mon Village via le QR Code ci-dessous.



Les soignant·es au chevet de la santé

votations L'initiative sur les soins infirmiers va trop loin selon le Conseil fédéral. Le Parlement répond par un contre-projet qui limite la rémunération et les conditions de travail trop conséquentes.

es besoins en soins ne sont plus à démontrer et cela même avant le contexte COVID-19. Notre population est vieillissante car nous avons gagné des années de vie. Nous devons cela aux diverses améliorations comme celles de la médecine et de la qualité des soins prodigués. Notre société vit des périodes de pandémies et de crises sociales qui impactent notre écosystème.

Nous devons cela à nos modes de vie qui s'intensifient dont nous ne maitrisons pas tous les dommages collatéraux. Dans ces enjeux démographiques et environnementaux, les métiers des soins doivent également composer avec le manque chronique de ressources humaines dans le secteur.

La Suisse vit une pénurie de soignant es depuis de nombreuses années. L'Association «Oui à l'initiative sur les soins infirmiers» mentionne que «11'000 postes dans les soins ne sont pas pourvus en Suisse, dont 6'200 concernent des infirmières et infirmiers.» En 2029, ce chiffre passera à 14'500 alors que la population des 65 ans et plus aura doublé. Malgré l'engouement post COVID pour la formation en soins infirmiers, la Suisse doit encore recruter au-delà de ses frontières.

Le métier d'infirmier·ère n'est-il plus suffisamment attractif?

Plus de 40% des soignant es quittent la profession prématurément dont un tiers avant l'âge de 35 ans. Comment expliquer cette érosion? Deux de nos camarades infirmières et engagées dans cette campagne relèvent trois aspects.

Le premier élément est la dégradation des conditions de travail: manque de temps pour les soins, violence de la part de patient·es et de collègues épuisé·es. horaires insoutenables. etc. Cela conduit les professionnel·les en arrêt maladie voire à quitter le métier. Jessica mentionne qu'elle a eu envie de changer de voie «pour ne plus avoir la boule au ventre avant d'aller travailler parce que je sais que je vais finir ma journée sur les rotules». Sabrina, quant à elle, relate la problématique de la conciliation entre vie familiale et travail qui devient ingérable.

Le deuxième élément concerne la valorisation du

métier. Celui-ci est le moins bien rémunéré des professions HES selon Jessica. Sabrina mentionne que «certain·es consoeurs et confrères ont des certifications et master mais n'ont pas eu d'augmentation de classe salariale. Comment nous motiver à faire carrière et à se former si rien ne suit?»

Pour finir, un combat, et

pas des plus simples, doit être conduit: celui de la qualité des soins versus la rentabilité. La bureaucratisation n'a pas épargné le domaine des soins et l'enjeu de la privatisation est constamment asséné par celles et ceux qui veulent détruire le service public sous prétexte des abus et des coûts exorbitants. Sur le terrain, les soignant es comme Jessica expliquent la gestion en flux tendu des entrées et sorties de patient·es: «Il n'est pas normal de devoir installer un ∙e patient ∙e dans un fauteuil en attendant sa sortie parce que nous devons déjà remplir son lit avec une nouvelle entrée.». Comment garantir la qualité des soins lorsque la sécurité des patient ∙es est mise en péril notamment par manque de personnel soignant? Sabrina nous rappelle ce point fort de l'initiative.

«Il a été démontré qu'un nombre suffisant de personnel soignant a un effet bénéfique sur la réduction des complications et des ré-hospitalisations. Les coûts de la santé se voient donc diminués.»

■ LATHA HEINIGER

Retrouvez les témoignages en ligne de:

Jessica Ribero, infirmière HES, membre du Comité directeur du PSV et de la section PS Corsier-sur-Vevey



Sabrina Meriem, infirmière HES et conseillère communale à Lucens



En Allemagne, le SPD victorieux, mais...

Les 735 député·es du Bundestag ont été élu·es le 26 septembre dernier. Le SPD d'Olaf Scholz sort gagnant avec 25.7% des sièges, devant le centre-droit d'Angela Merkel et Armin Laschet, avec 24.1%.

Il s'agit maintenant de désigner un nouveau gouverne- CDU-CSU et SPD est usé. ment et un∙e chancelier·ère. Les «faiseurs de roi» seront, sans conteste, les Verts avec 14.8%

des suffrages et les libéraux avec 11.5%. Dans l'équation, une grande coalition gouvernementale au centre n'est plus une option. Seuls les trois partis désireux de gouverner ensemble sont en pourparlers. Le modèle d'un gouvernement Aucun ne souhaitait réitérer l'expérience.

Alors que l'alliance avec les

Verts se fera certainement en bonne intelligence, reste à savoir comment les positions économiques ultra-conservatrices des libéraux pourront être tempérées. Le frein à l'endettement est acté dans la constitution allemande. La modifier requiert une majorité des deux-tiers au parlement, soit bien au-delà des 52% de voix détenues par la probable

coalition... qui devra composer avec la CDU et le CSU sur des aspects budgétaires.

Le pragmatisme économique prévaudra donc. Pour défendre des valeurs et projets de gauche, il faudra faire preuve de beaucoup de créativité.

■ IONE RAMEL

Questions à Rebecca Ruiz, Conseillère d'Etat vaudoise, Cheffe du Département de la santé et de l'action sociale

Que penses-tu du contre-projet du Parlement sur l'initiative sur les soins infirmiers et quelle est la vision du Canton en matière de soins infirmiers?

Le Canton de Vaud est fortement engagé en faveur des soins infirmiers. Par exemple, le

nombre d'étudiant · es dans cette discipline a doublé depuis 2010. Le Canton a aussi mis en place une formation d'infirmier-ères praticien·nes spécialisé·es, qui est un Master et permet plus d'autonomie dans le travail. Des revalorisations salariales ont eu lieu, au CHUV et pour le personnel soumis à la CCT-San.

Enfin, le Conseil d'Etat a créé le premier poste d'infirmière ∙er cantonal·e de Suisse.

Pour revenir sur le contre-projet, il faut quand même relever qu'il représenterait déjà un pas en avant, notamment car près d'un milliard de francs est prévu pour la formation. Bien entendu, l'initiative permettrait d'aller

plus loin, notamment en ce qui concerne les conditions de travail. Que cela soit le contre-projet ou l'initiative qui entre en vigueur, je souhaite que les efforts du Canton continuent et même s'amplifient dans les prochaines années.

FIL ROUGE - JOURNAL DU PARTI SOCIALISTE VAUDOIS

VIE du parti

VIE du parti

VIE du parti

Hâte-toi lentement!



i vous avez
joué à ce jeu de société, vous
vous rappelez
certainement des parties intermides
des élu.e.s on coup d'encre.
Mais cela ne encourager le à passer la vit

nables pour que tous les pions rejoignent le centre, aussi appelé «paradis», en espérant ne pas être bloqué trop longtemps par des barrages adverses ou, pire encore, mangé et renvoyé à la maison. Il fallait alors tout recommencer...

Au Grand Conseil, les débats sur la révision de la loi sur l'exercice des droits politiques (LEDP) se sont déroulés un peu sur le même principe. La comparaison s'arrête là, mais le titre reste d'actualité. La LEDP date d'il y a 30 ans. C'était donc à une révision de fond que l'on pouvait s'attendre. Les discussions de ces derniers temps autour du financement des partis, des élections, des votations, du droit de vote à 16 ans ou encore de la limitation des mandats

des élu.e.s ont fait couler beaucoup d'encre.

Mais cela n'a pas suffi à encourager le Grand Conseil à passer la vitesse supérieure. L'objet a été discuté durant pas moins de 6 séances et 3 débats pour aboutir à une révision qui, à l'aune du Canton de Vaud, est quand même une petite révolution. La porte de la transparence s'est ouverte, jugez plutôt:

• Transparence du financement des partis? D'accord pour dévoiler les noms des donatrices et donateurs – particuliers et entreprises – mais pas en-dessous de 5'000.- CHF;

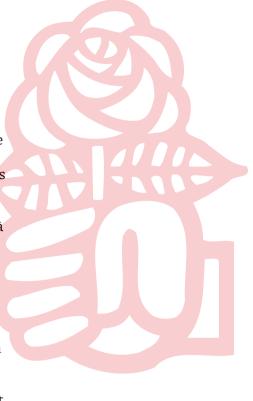
• Transparence des budgets des partis? D'accord pour les dévoiler 30 jours à l'avance pour les votations. Mais pas question de les dévoiler à l'avance pour les élections. Les comptes seront remis après les joutes et tant pis pour les électrices et électeurs qui auraient voulu connaître les dessous des cartes;

· Limitation des mandats des élu.e.s à 3 ou 4 mandats pour encourager la relève?
Celles et ceux qui appelaient de leurs vœux le départ de deux ministres en place depuis trop longtemps à leur goût ont soudain tourné casaque et refusé toute limitation. Faites ce que je dis, mais pas ce que je fais.

Ces quelques avancées, certes perfectibles, ont été obtenues de haute lutte, tant en commission qu'au Parlement. Restera à en vérifier l'application, valable déjà pour les prochaines élections cantonales.

La révision de la LEDP? Et bien au final, comme au jeu du «Hâte-toi lentement!» le paradis – celui de la transparence en l'occurrence - s'est un peu rapproché. Mais il faudra franchir encore plusieurs barrages avant de pouvoir le rejoindre!

■ MONIQUE RYF, VICE-PRÉSIDENTE DU PS VAUDOIS, DÉPUTÉE ET MUNICIPALE ÉLUE





ebecca Ruiz, Nuria Gorrite et Cesla Amarelle lors de leur annonce à la presse le 14 octobre.

Une équipe solide et solidaire

élections Nuria Gorrite, Cesla Amarelle et Rebecca Ruiz se portent officiellement candidates à la candidature au Conseil d'Etat.

'est dans un agréable café cosy du charmant vieux village de Bussigny que la nouvelle a été annoncée:
Nuria Gorrite, Cesla Amarelle et Rebecca Ruiz, toutes trois porteuses d'excellents bilans, désirent poursuivre leur engagement au sein du Conseil d'Etat vaudois.

À vos agendas!

Le Congrès extraordinaire du 13 novembre prochain aura notamment pour but de valider leurs candidatures. Le programme de législature, intitulé «S'engager ensemble», sera également soumis au vote de l'assemblée. L'ordre du jour complet se trouve dans l'encadré ci-après.

Le secrétariat travaille d'ores et déjà d'arrache-pied en vue de son organisation et vous rappelle que les inscriptions pour l'apéritif et la fondue d'après-Congrès sont ouvertes sur le site ps-vd.ch.

Je me réjouis de vous y retrouver et vous adresse mes plus solidaires salutations!

■ ANDREA MÜNGER

Ordre du jour

- 01. Adoption de l'ordre du jour et du règlement du Congrès extraordinaire
- 02. Mot de bienvenue des autorités de la Ville de Lausanne
- 03.Mot de bienvenue de la section de Lausanne
- 04. Election des scrutatrices et scrutateurs
- 05.Informations et communications
- 06.Discours de Jessica Jaccoud, présidente du PS vaudois
- 07.Programme 2022-2027
 - 7.1 Propos introductifs
 - 7.2 Vote sur les amendements
 - 7.3 Vote final
- 08. Elections cantonales 2022
 - 8.1 Validation de la stratégie de liste et du nombre de candidat·e·s PS
 - 8.2 Discours des candidat·e·s au Conseil d'Etat
 - 8.3 Désignation des candidat·e·s au Conseil d'Etat
- 8.4 Dérogations pour les candidatures au Grand Conseil
- 09. Recommandations de vote pour les votations fédérales du 13.02.2022:
- 9.1 Initiative «Oui à l'interdiction de l'expérimentation animale et humaine»
- 9.2 Initiative «Oui à la protection des enfants et des jeunes contre la publicité pour le tabac»
- 9.3 Modification de la loi fédérale sur les droits de timbre
- 9.4 Loi fédérale sur un train de mesures en faveur des médias
- 10. Dérogation pour l'organisation du Congrès ordinaire 2022
- 11. Résolutions
- 12.Divers
- 13.Clôture et apéritif

Hugues Gander: un homme au service des autres

hommage Hugues Gander s'est éteint le 23 septembre, vaincu par le cancer. Ancien député, j'ai bien connu cet homme engagé, dévoué à la cause publique et aux plus défavorisés.

Hugues a fait toute sa carrière d'enseignant à Sainte-Croix où il a été unanimement apprécié. Grand sportif, il a pratiqué et enseigné avec passion le football, le VTT et le ski de fond.

Hugues Gander est élu à vingt-sept ans au Conseil communal sur la liste socialiste. En 1993, il accède à la Municipalité et sera réélu trois fois au premier tour.

En 2012, Hugues est élu député. Il entre à la commission de gestion qu'il préside dès 2018. Homme de terrain qui préfère le consensus à la confrontation, son action sera reconnue par ses pairs, toutes forces politiques confondues. «Lors de discussions tendues, il savait calmer le jeu par un trait d'humour», rappelle Jean Tschopp.

Très actif au sein de la section, il a présidé de nombreuses associations d'intérêt public.

Hugues était un homme aimable, souriant, d'humeur égale, toujours prêt à vous écouter, avec sa voix douce et un regard affectueux. Nous adressons à sa famille et à ses proches nos pensées respectueuses et reconnaissantes.

■ JEAN-CLAUDE PIGUET, EX-DÉPUTÉ AU GRAND CONSEIL, MEMBRE DE LA SECTION DE SAINTE-CROIX

Mettons fin au revenge porn!



grand conseil

Le «revenge porn» ou la porno-divulgation, soit la publication et le partage d'images ou d'enregistrements à caractère sexuel

sans le consentement des personnes, est une pratique malveillante qui jouit aujourd'hui d'une certaine impunité. Une initiative cantonale socialiste a été déposée afin de demander l'introduction dans le code pénal de dispositions pour la réprimer.

La porno-divulgation a surtout l'intention de nuire, d'humilier et de menacer. Une fois qu'une image circule sur internet, il est difficile de la supprimer. Les victimes, souvent des femmes et des jeunes, y sont constamment confrontées, avec des conséquences profession-

nelles et sociales graves.

Le code pénal ne contient pas de disposition à même de créer un effet préventif. La nécessité de parler de consentement se fait toujours sentir, à l'heure où les outils numériques accroissent les opportunités de le bafouer.

■ CARINE CARVALHO, DÉPUTÉE

n

Aymeric Dallinge

militant de terrain Conseiller communal à Bex, il est très investi tant sur le plan politique que social, en particulier contre les discriminations homophobes.

l faut avoir le stylo bien accroché pour ne rien rater quand Aymeric Dallinge parle de son parcours de vie, de ses engagements, ses convictions, ses valeurs. A 28 ans, ce Bellerin a déjà une riche expérience dans les milieux politiques et sociaux et sa voix est ô combien enthousiaste quand il évoque tout ce qui lui tient à cœur dans ses activités. «C'est extraordinaire de pouvoir travailler dans des domaines qui sont proches de mes engagements et de mes valeurs, souligne-t-il. Je vois une impact directe sur le public.»

Natif de Bex, Aymeric Dallinge a passé l'essentiel de son enfance juste de l'autre côté du Rhône, à Massongex. C'est donc en Valais que son engagement politique a commencé. «Aux Jeunesses socialistes valaisannes», précise-t-il.

«C'est extraordinaire de pouvoir travailler dans des domaines qui sont proches de mes engagements et de mes valeurs»

Lutter contre les injustices et pour défendre les droits humains a toujours été son crédo. Il ajoute «avoir été toujours très militant». «A l'école, mes expo-



Aymeric Dallinge s'engage fortement pour la communauté LGBTI+ depuis de nombreuses années. Il vient d'être élu à la tête de la section régionale socialiste du district d'Aigle © DECLIC

sés avaient toujours trait à la lutte contre le racisme. Devenu adolescent, puis adulte, je me suis engagé pour combattre tous les mécanismes de rejet, m'orientant plus spécifiquement sur l'homophobie. J'ai notamment collaboré avec Mathias Reynard sur la norme anti-discrimination votée en février 2020. J'ai fait du lobbying à Berne auprès des député-es sur ces enjeux de discrimination, en particulier sur les violences homophobes.»

Titulaire d'un CFC d'assistant socio-éducatif, Aymeric Dallinge travaille maintenant à Sion, à Promotion santé Valais. «Plus spécialement dans la prévention au niveau de la santé sexuelle, des addictions et des violences, explique-t-il. Cela fait 10 ans que je m'occupe de santé sexuelle, liée surtout au VIH. Quand à 18-20 ans, tu te retrouves confronté à des personnes séropositives, ça te forge une ligne de caractère et te pousse à t'engager.» Comme

si son agenda n'était pas assez rempli, il préside également l'Association Pôle Agression et Violence (PAV), qui vient en aide aux victimes d'agressions LGBTI+. basée à Lausanne.

Président de la section régionale du Chablais

On l'a aisément deviné, Avmeric Dallinge est un homme très occupé. C'est aussi le cas sur le plan politique. C'est à Bex que ça se passe. «Il y a deux ans, j'ai eu envie de revenir à Bex, là où je suis né, dit-il. Je me suis demandé quel engagement politique je pouvais avoir et j'ai approché la section locale du PS. Là, tout est allé très vite et je la remercie d'avoir été preneuse de mon énergie. En juillet 2020, on m'a proposé de m'occuper de la communication en vue des élections communales de mars 2021, en septembre j'entrais au comité, en octobre, suite à un départ, j'étais assermenté comme conseiller communal et en mars, j'étais candidat tant au conseil communal qu'à la municipalité. J'ai fait un bon score à l'élection municipale, mais je ne me suis pas présenté au 2e tour. Parallèlement, je suis co-président de la section de Bex et président de la section régionale d'Aigle.» Et de conclure: «Longtemps j'ai œuvré dans les coulisses, maintenant, je suis davantage sur le devant de la scène.»

■ BERNARD MOREL